

La dette, l'Union européenne... L'exemple grec nous apprend-il quelque chose ?

vendredi 6 novembre 2015, par [TOUSSAINT Éric](#) (Date de rédaction antérieure : 5 novembre 2015).

Interview du professeur Eric Toussaint, invité à Ljubljana par les syndicats slovènes pour y participer à une table ronde intitulée : « La dette publique : Qui doit à qui ? »

Mimi Podkrižnik - Croyez-vous au projet européen ? Y croyez-vous encore ?

Eric Toussaint - Très clairement : non. Le projet européen s'est transformé en une camisole de force pour les peuples. Il n'y a pas de marge de manœuvre permettant à un gouvernement élu démocratiquement de mettre en œuvre des politiques au service de l'intérêt général et de respecter dans le même temps les règles européennes. En effet, les différents traités et l'architecture institutionnelle dans laquelle ils s'inscrivent - le Parlement européen, la Commission européenne, les gouvernements nationaux et la Banque centrale européenne - posent un cadre extrêmement hiérarchisé et contraignant qui laisse de moins en moins de place à l'exercice de l'autonomie, autrement dit à la démocratie et à la parole des citoyens. Nous venons d'en avoir l'illustration avec la Grèce.

En janvier 2015, le peuple a porté au pouvoir un gouvernement sur la base d'un programme de rupture avec des politiques qui avaient complètement failli. Ce peuple a réaffirmé son rejet des politiques d'austérité lors du référendum du 5 juillet 2015. Or cela n'a fait qu'exacerber l'obstination des différentes institutions européennes d'empêcher que cette volonté populaire se concrétise. C'était même dit clairement. On a eu des déclarations de Jean-Claude Juncker affirmant qu'il n'y a pas de place pour le référendum. Selon les dirigeants européens, pour se prononcer sur des politiques européennes, la voie est toute tracée par la Commission et l'eurogroupe : il n'y a pas de moyens d'en sortir ou d'en dévier.

Pourquoi ? Sommes-nous vraiment dans un cercle vicieux ?

La construction même de l'Europe - c'est-à-dire l'adhésion à des traités et une conception très autocratique du fonctionnement des institutions - vise à restreindre le plus possible le fonctionnement démocratique. Par ailleurs, les grandes entreprises privées exercent un lobby extrêmement puissant sur la Commission et le Parlement pour les inciter à prendre des décisions favorisant leurs intérêts particuliers. À la tête de la BCE, on trouve Mario Draghi qui a été l'un des stratèges de Goldman Sachs pour toute l'Europe. C'est emblématique d'une situation qui voit les grandes entreprises privées européennes placer à des positions de pouvoir des personnes qui sont issues de leur milieu, ou disposer de l'entier soutien de chefs d'Etat et de hauts fonctionnaires pour faire adopter des mesures qui favorisent leurs intérêts. Un tel système s'apparente fortement à un système oligarchique où quelques uns imposent leurs décisions et définissent les politiques au service d'une petite minorité.

La gauche, elle aussi, est tombée dans le piège - on voit ce qui se passe en France avec la gauche traditionnelle, les socialistes de François Hollande, ou bien en Grèce avec la gauche radicale, la nouvelle gauche d'Alexis Tsipras.

Je distingue la gauche traditionnelle et la gauche radicale, parce que il est clair qu'on ne peut plus parler de la gauche pour François Hollande ou bien pour Tony Blair ou Jeroen Dijsselbloem. Ce dernier est membre du parti socialiste hollandais ce qui ne l'a pas empêché d'être l'un des plus actifs pour poser des obstacles sur le chemin du gouvernement grec issu des élections du 25 janvier 2015. On peut ranger ce type de parti socialiste du côté des forces conservatrices. Appelons-les « néolibérales » ou « social-libérales ». Dans ces partis, il y a toujours une gauche qui existe et qui essaye de s'exprimer : le Labour party a élu Jeremy Corbyn contre l'avis de Tony Blair et de Gordon Brown. Mais quelle sera la marge de manœuvre de Jeremy Corbyn ? Attendons de voir ce qui va se passer avec le Labour Party.

En tout, cas Corbyn a indiqué clairement que, s'il devenait Premier ministre, il reviendrait sur ce qui a été fait par Margaret Thatcher et Tony Blair. Il parle de renationaliser les chemins de fer et va donc plus loin que ce que Tsipras avait annoncé en janvier 2015... François Hollande, les socialistes hollandais, les socialistes allemands, tous ces partis socialistes ont voté en faveur de tous les traités européens avec l'autre grand groupe parlementaire de droite : le Parti populaire. La conclusion est claire : ces socialistes-là sont les architectes de tout ce à quoi nous sommes confrontés en ce moment. Un mouvement comme celui d'Alexis Tsipras ou Podemos en Espagne et d'autres initiatives qui peuvent y ressembler n'ont pas participé à la construction de cette architecture.

Pas encore ...

Ils ne sont pas dans des lieux de pouvoir dans l'Union Européenne. Pourquoi sont-ils tombés dans la logique qu'on connaît en Grèce ? Parce qu'ils avaient l'illusion que les structures du pouvoir européen allaient leur donner une marge de manœuvre. Ils pensaient réellement que l'échec des politiques appliquées à la Grèce était évident, puisqu'il est reconnu par tant d'économistes très sérieux ...

... par des prix Nobel ...

Oui, ils pensaient qu'en échange de leur sens des responsabilités les dirigeants européens et les dirigeants des autres gouvernements nationaux allaient leur dire : d'accord, on va vous laisser mener votre expérience, réduire radicalement les mesures d'austerité et essayer de relancer l'activité économique de la Grèce. Et ils se sont trompés. Leur calcul était tout à fait erroné. Pour les dirigeants européens il était fondamental de démontrer à tous les peuples d'Europe qu'il n'y a pas de possibilité de sortir des rails de l'austérité, qu'il n'est pas possible de freiner la privatisation. Pour ces dirigeants européens - pour tous, que ce soit Matteo Renzi ou François Hollande, Wolfgang Schäuble ou Jeroen Dijsselbloem - il était essentiel d'empêcher la réussite de l'expérience de Syriza en Grèce. Parmi les plus furieusement décidés à faire échouer Tsipras il y avait bien sûr les premiers ministres Mariano Rajoy en Espagne et Coelho au Portugal. Car ils se disaient : si Tsipras réussit, Podemos viendra au pouvoir tôt au tard en Espagne. Et la même chose vaut pour le Portugal.

Aucun gouvernement des 28 autres pays de l'UE n'a réellement donné une chance au gouvernement grec ; ni les institutions européennes ni un seul gouvernement. Or il est clair que Tsipras se disait : le gouvernement de Matteo Renzi et le gouvernement de François Hollande qui veulent eux-mêmes avoir un peu plus de marge en terme de déficit vont me soutenir. Et cela ne s'est pas produit.

Au vu des sondages de l'opinion publique, le tort causé à Syriza a affecté Podemos, dont la côte de popularité est tombée de 20% à 14 %...

L'objectif des dirigeants européens est de dire au peuple espagnol : « ne votez pas Podemos » et de dire à Podemos : « abandonnez votre volonté de changer réellement les choses. Vous voyez bien que Tsipras accepte de capituler. Même vous, si vous avez une chance de devenir membre d'un gouvernement, vous devrez accepter les règles. »

Vous distinguez en Europe les pays du centre des pays périphériques. La Slovénie fait partie de la périphérie, évidemment, comme la Grèce et le Portugal. Quand on en parle, on peut apercevoir un discours tout à fait différent. On traite le Portugal de bon élève, pour ce qui est de son programme et de son sauvetage par la troïka, tandis qu'on fustige la Grèce.

Comme on parle de bon élève pour l'Irlande. Mais la situation réelle est extrêmement mauvaise au Portugal, en Irlande comme en Espagne. Il y a une apparence de réussite du point de vue des critères des dirigeants européens, parce que ces trois pays réussissent à rembourser leur dette sans demander la réduction de celle-ci. Mais tout cela est strictement lié à des taux d'intérêt qui sont provisoirement très faibles. Tous les pays européens, y compris la Slovénie, refinancent leur dette publique à un coût très bas pour le moment, mais il n'y a absolument aucune garantie que cela continuera.

Au Portugal ou en Espagne, le taux de croissance est très faible ou bien il stagne, le taux de chômage est extrêmement élevé, la situation des banques portugaises, irlandaises, espagnoles est très mauvaise aussi ; il va falloir continuer à les recapitaliser. L'année passée, une des principales banques portugaise Banco Espírito Santo a fait faillite. En fait, les grands médias et le gouvernement européen octroient des satisfecits à certains gouvernements parce qu'il faut dire : « voilà, les Grecs sont des mauvais élèves et cela va mal pour eux. Les autres, ceux qui appliquent bien les réformes, se débrouillent ». Mais tout cela, c'est de la mystification. Le bilan réel est tout à fait différent.

On est entré dans la psychologie...

En Slovénie, vous êtes dans une situation un peu surréaliste. Si je ne me trompe pas, la majorité de la population slovène, le gouvernement slovène et les grands médias considèrent que vous êtes tellement proche du centre des grandes puissances - notamment de l'Autriche et de l'Allemagne - que vous vous en sortirez toujours. Que vous êtes peut-être dans la périphérie, mais avec un pied déjà dans le centre. Et certains pensent que vous êtes même carrément dans le centre. Or, on va voir si c'est durable. Votre dette publique est en train d'exploser à cause du sauvetage des banques et cela ne va pas s'améliorer à court terme.

La Slovénie elle-même n'est pas à l'abri de difficultés dans les deux ou trois ans qui viennent. Et surtout, la grande différence entre la Slovénie, l'Allemagne et l'Autriche, c'est que vous n'êtes pas au centre du pouvoir européen. C'est Berlin, Paris, Londres et à un degré moindre Bruxelles et Amsterdam qui influencent la politique des dirigeants européens, ce n'est pas Ljubljana.

Quel regard portez-vous sur le rôle des médias ? On écrit différemment sur le Portugal ou sur la Grèce. Il y a beaucoup de manipulation, d'émotions aussi. On se perd dans le style et on oublie le fond - dans le style de Yanis Varoufakis, par exemple. On se préoccupe de son doigt, voire de ses vêtements.

Il est clair qu'on a stigmatisé la Grèce et la population grecque. Des commentateurs qui devraient être sérieux ont dit que la Grèce ne collectait pas ses impôts depuis des siècles et qu'il s'agissait là d'un héritage de l'Empire ottoman. Il est clair qu'il y a de l'évasion fiscale en Grèce ...

... et de la corruption. On est dans les Balkans... quand même.

Partout en Europe, il y a de la corruption. Partout. A la FIFA, dans tous les organismes ... Mais on veut faire croire que c'est limité à quelques pays. Pour cacher la très grande corruption, on met l'accent sur un petit pays que l'on stigmatise. Ce que l'opinion publique slovène ne sait pas, c'est qu'un ministre de la défense grecque, qui vient d'ailleurs du Pasok [Akis Tsohatzopoulos], a été condamné en 2013 à 20 ans de prison ferme pour corruption. Il est en prison avec cinq membres de sa famille. Mais personne n'en parle. Or, combien de ministres en Europe sont en prison ? Je pense que certains ministres ou ex-ministres slovènes auraient leur place en prison, mais ils ne s'y trouvent pas, ils ne sont pas condamnés. En Grèce, il y a des procès pour corruption et des condamnations : il y a un procès en cours contre 69 Grecs impliqués dans une grosse affaire de corruption avec l'entreprise multinationale Siemens et il y aura des condamnations dans les mois qui viennent.

Oui, la Grèce a de graves problèmes en matière de corruption et de collecte d'impôts, mais le problème est largement répandu dans toute l'Europe. Dans toute l'Europe, les grandes entreprises et le pour cent le plus riche de la population européenne ont réussi à obtenir des cadeaux fiscaux. Les Etats pallient à ce manque de recettes fiscales par le recours à l'endettement public. A cela s'ajoute l'évasion fiscale, par exemple l'affaire de la Banque HSBC, ou encore l'affaire Luxleaks qui implique directement Juncker. N'oublions pas que Draghi était directement impliqué dans le scandale du maquillage des comptes publics grecs en 2001 et 2002... On a un grand problème en Europe comme aux Etats-Unis : c'est qu'on a de grandes entreprises, notamment de très grandes banques qui se rendent systématiquement coupables de fraudes ou de corruptions. L'UE ne prend que des mesures extrêmement faibles à leur égard.

Personne ne se sent responsable ni coupable.

Les institutions européennes, la Commission européenne, les gouvernements des principaux Etats pourraient prendre des mesures fortes pour empêcher l'évasion fiscale - qui est massive et qui porte surtout préjudice aux économies les plus faibles. Les riches des pays de la périphérie européenne placent leur argent dans les pays les plus sûrs, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, en Belgique, à la City de Londres. Les responsables européens ont parfaitement les moyens de prendre des mesures, mais ils ne souhaitent pas le faire.

Est-il possible qu'un jour quelqu'un soit traduit devant la justice ?

Je ne suis pas optimiste, surtout pas à court terme. Je ne crois pas que ces personnages seront traduits devant la justice, ni qu'ils seront condamnés, alors que leur comportement mériterait que la justice s'en occupe activement. Ce qui peut se produire en positif c'est qu'on tire les leçons de ce qui s'est passé avec la Grèce et que les nouvelles forces démocratiques progressistes comprennent quelles doivent être plus fermes, plus que Tsipras ne l'a été, et donc disposées en tant que gouvernements démocratiquement élus à désobéir aux ordres de la Commission européenne et de la BCE, si - comme on l'a vu dans le cas de la Grèce - elles prennent des mesures injustes pour les économies de leurs pays.

La vague d'indignation dure déjà depuis un certain temps. Stéphane Hessel a appelé à l'indignation il y a quelque années de cela. On a vu naître le mouvement des Indignés en Espagne et la formation de Podemos, mais rien n'a encore abouti. On se sent un peu face à une impasse.

Ces formations sont propulsées par une partie de la population qui veut des réponses radicales. C'est pour cela que Jeremy Corbyn qui n'avait aucune influence institutionnelle sauf dans les syndicats a gagné dans le Labour, et c'est aussi pour cela que Bernie Sanders aux Etats-Unis, qui a très peu de moyens, rencontre un grand soutien de la base dans le parti démocrate alors qu'il est perçu comme un socialiste radical. Il y a vingt ans, ceux qui avaient le vent en poupe, c'étaient Tony

Blair et Gordon Brown, Clinton ou Barack Obama... Maintenant ce sont Sanders, Corbyn, Podemos. Pourquoi ? Parce que cela correspond à une volonté d'une partie de la population qui a elle-même tiré comme conclusion qu'il faut des politiques qui traitent le mal à la racine.

Dans certains cas, les nouvelles formations politiques comme Syriza ou Podemos sont parfois trop modérées. Même si elles disent qu'il faudrait des solutions radicales, et recueillent pour cela un soutien populaire, elles ont peur de les mettre en pratique. On a besoin d'un gouvernement progressiste qui n'a pas peur de désobéir. L'intérêt des propos que tenait Stéphane Hessel, c'est de dire aux gens : quand ceux qui ont le pouvoir appliquent des politiques foncièrement injustes, il y a un devoir de rébellion, de révolte, de désobéissance. Et il est important que cela vienne de quelqu'un qui a résisté au nazisme, parce que justement ce sont ces gens-là qui ont résisté en France en s'opposant au régime de Vichy, à la police française, et pas simplement aux nazis. Il fallait avoir du courage pour lutter contre la police de son propre pays et contre son propre gouvernement qui collaborait.

Aujourd'hui, nous ne sommes pas, bien sûr dans la même situation ; l'Allemagne d'Angela Merkel et de Wolfgang Schäuble n'est pas l'Allemagne nazie. Il y a une énorme différence, mais indéniablement dans le contexte actuel, il n'y a plus suffisamment d'espace pour exercer les droits démocratiques, et donc il faut être prêt à désobéir et à se rebeller. J'espère que ces forces politiques vont le comprendre, sinon on va aller de déception en déception. Ce qui risque d'arriver, c'est l'extrême droite avec...

...Marine Le Pen en France...

ou Viktor Orbán en Hongrie. Le risque est grand que cette extrême droite finisse par trouver des figures charismatiques et qu'avec une désobéissance violente, dirigée contre les immigrés, elle puisse apparaître comme une alternative crédible pour les populations. Il y a un danger réel en Europe. Il n'est pas immédiat, ce n'est pas pour dans un an ou deux, mais le danger est quand même là.

Quel regard portez-vous sur le rôle des syndicats ? On voit bien que, dans le secteur privé, beaucoup d'usines ont fermé les portes. La classe ouvrière est en train de disparaître.

C'est un peu exagéré, mais il est clair qu'il y a un affaiblissement structurel des grands secteurs de salariés. Les concentrations de travailleurs salariés se réduisent certainement dans certains pays ou bien dans des régions entières de l'Europe. Le mouvement syndical a perdu de sa force dans toute une série de pays.

Le syndicalisme se perd, du moins en Slovénie, dans une certaine nostalgie, mais aussi - il faut le dire - dans la démagogie. Le monde est en pleine mutation, il faut que les syndicats aussi suivent la dynamique.

Je compte beaucoup sur la capacité du mouvement syndical de redéfinir une doctrine cohérente dans le nouveau contexte. Un des grands problèmes en Europe c'est qu'on a une Confédération européenne des syndicats avec, si je ne me trompe pas, près de 60 millions de membres. Mais cette Confédération a soutenu tous les traités européens, sauf le dernier, qu'elle a critiqué : le traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance, le TSCG ou pacte budgétaire européen. Elle s'y est opposée, mais de manière extrêmement molle, sans mobilisation. Malgré cette réduction de grande concentration industrielle on a encore - avec la Confédération européenne des syndicats qui unit presque tous les syndicats - une puissance potentielle tout à fait considérable, mais ce n'est que potentiel. En pratique, elle a tout laissé faire, en croyant que l'Union européenne allait lui permettre comme direction syndicale de vivre tranquillement dans un soi-disant dialogue social.

En réalité, les dirigeants européens n'avaient d'autre objectif que de précariser le travail et remettre en cause les conventions collectives. La confédération européenne des syndicats comprend très tardivement ce qui est en train de se passer et elle est incapable de réagir, parce qu'il y a un manque de fonctionnement démocratique dans cette énorme superstructure mais aussi et surtout un refus de la part de sa direction et de certains des grands syndicats qui en sont membres d'affronter les tenants de ces politiques de casse sociale.

Quel est le rôle des entreprises d'armes, vu la crise de la dette publique aussi bien que la crise migratoire ?

Les industries d'armement jouent sans conteste un rôle important : dans le cas grec, les fournisseurs d'armes à la Grèce sont principalement les entreprises allemandes, françaises et nord-américaines. Elles sont responsables de la corruption. Je viens de vous parler de la condamnation de ce ministre grec ; évidemment il s'est fait corrompre par des entreprises comme Rheinmetall en Allemagne, Thales en France et Lockheed Martin aux Etats-Unis. Il y a des affaires très précises et bien connues où l'on a eu connaissance de pots-de-vin d'un montant considérable pour corrompre des dirigeants politiques. Cela porte sur des centaines de millions d'euros. On note la préoccupation d'une série de pays européens de développer leur industrie d'armement - notamment la Pologne qui vient de réaliser une grande foire internationale de l'armement.

Le flux important des réfugiés venant de Syrie est le produit de la politique de l'Europe et des Etats-Unis à l'égard du Moyen-Orient. Je pense à l'intervention militaire en 2003 en Iraq qui a destabilisé la région sans réellement apporter la démocratie, à l'intervention en Libye, enfin à la politique menée à l'égard de la Syrie. Tout cela a généré le renforcement d'Al-Qaïda en Lybie et dans la zone proche du Soudan et du Mali et a favorisé la création de Daesh. On a des fournisseurs d'armes qui approvisionnent les différentes parties en conflit et entretiennent ainsi les guerres. Comme à d'autres moments de l'histoire, il y a effectivement un lien entre la stratégie suivie par les fournisseurs d'armes et le type de politiques menées pour résoudre les problèmes dans d'autres régions du monde. De telles politiques ne correspondent pas à l'intérêt des peuples ; un de leurs effets les plus désastreux est de jeter sur les routes des centaines de milliers de personnes, notamment des enfants et des vieillards, réduits à venir demander l'asile à des Etats qui refusent ou réchignent à les accueillir.

Récemment, la maison d'édition slovène CF a mis dans le livre sur la dette publique intitulé *Qui doit à qui ?* une photographie de soldats allemands hissant le drapeau nazi sur l'Acropole d'Athènes en 1941. Qu'en pensez-vous ?

C'était un message très fort qu'a voulu faire passer la maison d'édition. Son intérêt est de faire réfléchir car il ne faut pas oublier l'histoire européenne. Il n'y a pas si longtemps, les troupes de Mussolini, suivies des nazis, ont occupé la Grèce. La Grèce a été l'un des pays européens les plus martyrisés, touchés et détruits pendant la Seconde Guerre mondiale, à côté de l'Union soviétique, de la Pologne et en partie aussi de la Yougoslavie. La Grèce est toujours en droit de demander des réparations de guerre à l'Allemagne. Je la soutiens dans cette perspective-là. Cette photo doit faire réfléchir. Ce n'est pas une caricature, on n'a pas mis en dessous d'un casque la tête de Wolfgang Schäuble ou d'Angela Merkel. Cette photo ne veut pas dire que Angela Merkel se comporte comme les nazis, mais elle doit être considérée comme un rappel de notre histoire.

Je pense qu'il faudrait changer de rhétorique dans les médias et ne plus parler du quatrième reich, par exemple. Trop de souvenirs empêchent d'atteindre nos objectifs ; il vaut mieux apaiser le discours.

Il est très clair que nous ne sommes pas dans une situation de domination totale, certes pas dans

une domination militaire de la part de l'Allemagne sur le reste de l'Europe. Au contraire, beaucoup de gouvernements nationaux sont très contents qu'Angela Merkel et Wolfgang Schäuble apparaissent comme les méchants et les plus durs. Cela arrange quelque part Matteo Renzi ou François Hollande de pouvoir dire « Ce sont eux qui nous empêchent de faire des concessions. »

Le problème aujourd'hui en Europe ce n'est pas seulement l'Allemagne, c'est l'architecture européenne. Pour changer tout cela il devient évident - si l'on veut véritablement une Europe démocratique - qu'il faudra abroger toute une série de traités européens. Il faudrait initier au plus vite un processus constituant au niveau européen, un processus démocratique - se traduisant par l'élection d'une assemblée constituante européenne par les différents peuples d'Europe. Dans chaque pays de l'Union européenne, des processus nationaux seraient également lancés afin d'élaborer collectivement et démocratiquement un nouveau projet pour l'Europe. On pourrait ici s'inspirer de l'expérience de la France au XVIII^e siècle où les populations de toutes les contrées du pays avaient rédigé « des cahiers de doléances » exprimant leur ressenti, leurs attentes, leurs exigences...

Il est plus que temps de faire un bilan de la construction européenne des soixante dernières années et qu'on dise : « Maintenant on reprend cette construction en la rendant réellement démocratique avec la participation des peuples. » Je crois que toute une série de traités européens ne permet pas cela. Il va donc falloir un grand bouleversement en Europe, un grand mouvement européen permettant de déboucher sur un tel changement. Quand est-ce que cela va avoir lieu ? Cela commencera par quelques pays qui vont désobéir, certains vont sortir de la zone euro, l'Europe va rentrer dans une crise plus grave qu'aujourd'hui. Mais cela peut prendre dix ans ou vingt ans. Le processus sera lent et long. La sortie de l'Ancien régime d'absolutisme royal a été le fruit d'une longue lutte.

Sera-t-il possible de le faire paisiblement, vu l'histoire et la crise ?

Je crois que la force des structures autoritaires européennes s'appuie sur la soumission et la docilité des peuples ainsi que de leurs représentants politiques. Leur force est notre obéissance résignée. A partir du moment où une indignation devient massive et se transforme en mobilisation, l'Europe sera forcée de changer et cela n'implique pas d'exercer la violence. Il doit être possible de le faire avec fermeté et détermination mais sans violence.

Est-il correct de parler de 1% de riches contre 99% de pauvres ?

Oui, c'est bien. C'est très schématique, bien sûr, mais cela correspond à la réalité. J'ai étudié cette problématique et les travaux de Thomas Piketty l'ont bien mise en lumière. Le un pour cent le plus riche aux Etats-Unis détient 50 pour cent du patrimoine national. Si vous y ajoutez les neuf pour cent en plus, vous n'obtenez pas beaucoup plus ... Parler d'un pour cent permet de dire qu'on peut cibler des mesures sur un secteur minoritaire de la société et qu'on n'a pas besoin de toucher à la classe moyenne. On est repassé à un tel niveau de concentration de la richesse que la formule de un pour cent est beaucoup plus juste qu'il y a trente ans. Il y a trente ans il fallait parler de 10%.

Mais en comparaison avec la période avant la Première Guerre mondiale ou après ? Etait-ce la même chose ?

On est revenu, au niveau de concentration de la richesse, à la situation d'il y a cent ans. C'est ce que montre Piketty.

Interview réalisée par Mimi Podkrižnik, journaliste du quotidien slovène Delo.

P.-S.

* « L'exemple grec nous apprend-il quelque chose ? ».

<http://cadtm.org/Eric-Toussaint-L-exemple-grec-nous>

Source en slovène :

<http://www.delo.si/sobotna/se-bomo-iz-vsega-kar-se-je-zgodilo-z-grcijo-kaj-naucili.html>

Le quotidien Delo est le principal quotidien slovène.

La traduction du slovène vers le français a été réalisée par Mimi Podkrižnik. La version française a été revue par Patrick Saurin, Damien Millet et Eric Toussaint.

* Eric Toussaint est maître de conférence à l'université de Liège, est le porte-parole du CADTM International et est membre du Conseil scientifique d'ATTAC France. Il est auteur des livres Procès d'un homme exemplaire, Editions Al Dante, Marseille, 2013 ; Un coup d'œil dans le rétroviseur. L'idéologie néolibérale des origines jusqu'à aujourd'hui, Le Cerisier, Mons, 2010. Il est coauteur avec Damien Millet du livre AAA, Audit, Annulation, Autre politique, Le Seuil, Paris, 2012 ; La dette ou la vie, Aden/CADTM, Bruxelles, 2011. Ce dernier livre a reçu le Prix du livre politique octroyé par la Foire du livre politique de Liège Dernier livre : Bancocratie ADEN, Brussels, 2014. Il est coordonnateur de la Commission pour la Vérité sur la dette publique de la Grèce créée le 4 avril 2015.